



## Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

## Finance • (Page 08)

Résistantes en 2020, les banques devront jouer serré en 2021

Malgré des pertes parfois abyssales en raison du Covid-19, les établissements ont pu finir l'année sans trop de ...

## Coronavirus

Genève Aéroport enregistre la première perte de son histoire

Genève Aéroport a accusé une perte de près de 130 millions de francs en 2020, en raison des effets de la crise ... • (Page 08)



## Présidence du FIDA

# Gilbert E. Houngbo reconduit dans ses fonctions

• (Page 03)



## Initiative Tremplin start-up UEMOA

• (Page 04)

# Le FAIEJ exprime sa reconnaissance à la Commission de l'UEMOA

## Postes de péages au Togo

### Comprendre le télépaiement

En vue d'améliorer ses services à travers l'automatisation progressive des péages, la Société Autonome de Financement ... • (Page 02)

## Certification

Les hôtels Azalaï à la pointe contre les risques sanitaires

Le groupe Azalaï a entamé la certification de tous ses hôtels au Label « AZALAÏ CLEAN & SAFE » en partenariat avec Bureau ... • (Page 04)

## Accord de prêt

Le Japon accorde 73,6 milliards de yens au FAD

L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et le Fonds africain de développement (FAD) ... • (Page 06)

## Projet EJY

Formation de jeunes micro-entrepreneurs sur le volet artisanat

Assurés par des consultants chevronnés en couture, en perlage et en coiffure, recrutés par l'Agence nationale d'appui au ... • (Page 11)

**SETIF - TOGO Sarl - U**  
Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière  
Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP

(+228) 22 40 40 46  
(+228) 92 06 85 06  
Lomé - TOGO

togsetif@gmail.com  
www.setiftoogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

## Postes de péages au Togo

## Comprendre le télépaiement

En vue d'améliorer ses services à travers l'automatisation progressive des péages, la Société Autonome de Financement Routier (SAFER), intègre l'utilisation de carte ou vignette au passage des péages pour éviter la perte de temps aux péages.



• Bernard AFAWOUBO

À Togo, l'automatisation des postes de péages se présente comme l'une des réformes majeures de la Société Autonome de Financement Routier (SAFER) afin de permettre une fluidité de la circulation aux postes de péages. Ainsi, à l'instar des autres structures étatiques, la SAFER s'est engagée dans la numérisation de ses services à travers l'automatisation progressive des péages. La Société Autonome de Financement Routier a intégré l'utilisation de carte ou vignette au passage des péages. Ce processus qui requiert quelques démarches simples doit être connu des usagers pour éviter de perdre du temps une fois aux postes de péages. En effet, opérationnalisé depuis 2020, le système automatisé intègre en plus du paiement

en espèce le paiement par carte ou par vignette sur trois postes de péages notamment Davié dans la préfecture de Zio, Vodougbe dans la préfecture des Lacs et Aképédo dans la préfecture de l'Avé. Il urge que les usagers qui décident d'emprunter au péage le couloir automatisé pour plus de célérité doit s'abonner à la Direction de la Société Autonome de Financement Routier (SAFER), sis à Cacaveli ou via [www.safer.tg](http://www.safer.tg), pour l'obtention préalable d'une carte ou d'une vignette. Aussi, l'abonnement est également disponible dans huit (8) bureaux de la société des postes à savoir : Aného, Baguida, Sanguéra, Adétikopé, Tsévié, Sokodé, Kara et Dapaong. Ainsi, une fois l'abonnement effectif, l'utilisateur au poste de péage automatisé, devra emprunter à l'aide des signalisations, la voie correspondant

à son mode de paiement, identifiable par la signalisation télépaiement « t », pour effectuer son paiement par carte ou par vignette. Pour l'utilisateur, il est primordial de savoir qu'une fois arrivé au niveau de la signalisation « t » au péage, doit poser sa carte sur le lecteur de la borne, qui devra émettre une tonalité, et la retirer pour obtenir un reçu avant de poursuivre sa route. Société publique en charge de la mobilisation des ressources financières pour l'entretien des infrastructures routières, la SAFER a en charge la gestion des postes de péage au nombre de neuf (9) sur l'ensemble du territoire national. Des structures, que la société coordonne à travers des technologies de dernière génération qui allient des systèmes de vidéo surveillance pour l'efficacité des collectes.

## AUX DECIDEURS ...

## Coronavirus et sécurité alimentaire

Lorsque la pandémie de COVID-19 a commencé, on en savait peu sur le SRAS-CoV-2 (le coronavirus) et sa survie dans les aliments, sur divers matériaux et sur les surfaces. Depuis lors, plusieurs agences de sécurité alimentaire ont évalué le risque de contamination potentielle du virus à partir d'aliments ou d'emballages alimentaires contaminés. Le consensus est qu'à l'heure actuelle, rien ne prouve qu'il s'agit d'un risque pour la sécurité sanitaire des aliments.

La principale voie d'infection est de personne à personne par contact les uns avec les autres, les gouttelettes respiratoires et les aérosols provenant de la toux, des éternuements et des conversations. Par conséquent, il n'est pas considéré comme un virus d'origine alimentaire.

Une question de recherche était de savoir si le virus est transmis par voie fécale-orale. La question s'est posée parce qu'une étude avait trouvé du matériel génétique viral dans des prélèvements anaux et du sang prélevé sur des patients. C'était un point important car l'un des symptômes du COVID-19 est la diarrhée. Cependant, à ce jour, aucun rapport n'indique une transmission fécale-orale du virus.

En outre, plusieurs études ont conclu que la diarrhée chez les patients atteints de COVID-19 n'est pas susceptible de se produire en cas d'ingestion d'aliments contaminés. Il s'agit plutôt de la voie du virus, du système respiratoire au tube digestif.

Le coronavirus semble stable à différentes valeurs de pH (3 à 10) à température ambiante. Des conditions plus alcalines et plus acides au-delà de cette plage semblent inactiver le virus. Cela signifie qu'il est peu probable qu'il survive à l'environnement acide de l'estomac. Il est bien établi que les virus causant des infections respiratoires peuvent être transmis par contact indirect dans l'environnement. Cela se produit lorsqu'une personne touche des surfaces contaminées puis touche sa bouche, son nez ou ses yeux, sans se laver les mains au préalable.

Diverses études expérimentales sur la survie du coronavirus sur différents types de surfaces dans différentes conditions ont été menées. Le virus a survécu sur différentes surfaces pendant différentes périodes de temps, en fonction des conditions environnementales et de la charge virale initiale.

Le consensus actuel est donc que le SRAS-CoV-2 n'est pas transmis par les aliments et qu'il est très peu probable qu'il soit transmis par les matériaux d'emballage alimentaire, mais il pourrait se propager en touchant des surfaces contaminées puis en touchant votre bouche, votre nez ou vos yeux. Il est donc très important de bien nettoyer et désinfecter les surfaces en contact avec les aliments et en particulier les surfaces et les ustensiles à fort contact dans un environnement alimentaire.

Des études ont montré que la couche graisseuse entourant le virus est perturbée, entraînant l'inactivation du virus lors de l'utilisation d'hypochlorite de sodium à 0,1% (eau de javel diluée), 0,5% de peroxyde d'hydrogène et 62% à 71% d'éthanol. Ces solutions réduisent toutes de manière significative le SRAS-CoV-2 sur les surfaces, après une minute d'exposition.

Plusieurs agences ont publié une liste de désinfectants approuvés pour une utilisation contre le SRAS-CoV-2 en milieu industriel, à savoir l'Agence américaine de protection de l'environnement, Santé Canada et l'Union européenne.

En conclusion, le plus grand risque lié au COVID-19 reste la transmission de personne à personne et le transfert par aérosol dans l'environnement alimentaire, y compris la fabrication, la vente au détail et la restauration. En fait, il y a eu plusieurs éclosions de COVID-19 de personne à personne parmi les travailleurs agricoles et dans les établissements de transformation des aliments.

KPATIDE Komlan

## Baromètres Togo

| Référentiel                                   |  | Sources          |
|---|--|------------------|
| Valeur  |  |                  |
| Superficie : 56 600 km <sup>2</sup>           |  | Populationdata   |
| Population : 7 889 094 habitants (2018)       |  | Banque mondiale  |
| Croissance démographique : 2,42 % / an        |  | Populationdata   |
| Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)             |  | Populationdata   |
| Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)             |  | Populationdata   |
| Espérance de vie : 65,00 ans (2016)           |  | Populationdata   |
| Déficit budgétaire : 2,1% (2017)              |  | BAD              |
| Smig : 35 000 FCFA (2012)                     |  | CCI              |
| Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015) |  | Fonctionpublique |
| Risque pays (Coface) : C                      |  | COFACE           |
| Taux de scolarisation : 83%                   |  | INSEED           |

|   |                |
|---|----------------|
| Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso     |                |
| Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017) | Populationdata |

| Chiffres clés                                    |  | Sources           |
|--|--|-------------------|
| Valeur   |  |                   |
| Taux de croissance : 5,1 (2019)                  |  | CNC               |
| Pib/hbt : 672 Dollars US                         |  | populationdata    |
| Taux d'inflation : 1,7 (2019)                    |  | CNC               |
| Balance commerciale : 373.810 millions (2017)    |  | BCEAO             |
| Dette publique : 72% du Pib (2018)               |  | FMI               |
| Taux de chômage : 3,4% (2015)                    |  | PNUD              |
| Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019) |  | MEF               |
| Notation financière : « B » (Mai 2019)           |  | Standard & Poor's |
| IDH : 0,503 / 1 (2017)                           |  | Populationdata    |

## Présidence du FIDA

## Gilbert F. Houngbo reconduit dans ses fonctions

Le Togolais Gilbert F. Houngbo est reconduit à la présidence du FIDA avec un programme ambitieux pour libérer de la faim et de la pauvreté des centaines de millions de personnes.

• Joël YANCLO

Marquant explicitement leur soutien et leur reconnaissance à l'égard d'un dirigeant qui a su démontrer avec succès l'importance du développement rural à long terme comme une solution clé aux défis que connaît la planète aujourd'hui, les États membres ont reconduit le 17 février 2021 le Togolais Gilbert F. Houngbo dans ses fonctions de Président du (FIDA) pour un deuxième mandat, lors de la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de l'institution. Avec un programme encore plus ambitieux au cœur de ce deuxième mandat, et une attention particulière aux solutions technologiques, aux modèles de financement innovants et à de nouveaux partenariats avec le secteur privé, le FIDA continuera à lutter contre la faim et la pauvreté et à s'attaquer aux effets dévastateurs des changements climatiques, du chômage des jeunes ainsi que, plus récemment, ceux de la COVID-19, en menant sur le terrain une action qui ne laisse personne de côté. "Alors que la pandémie dévastatrice toujours les zones rurales et qu'une augmentation de la pauvreté et de la faim est prévue, il est plus urgent que jamais que le FIDA passe à la vitesse supérieure", a déclaré Gilbert F. Houngbo, qui est Président du FIDA depuis 2017. "Aujourd'hui, c'est la COVID-19. Hier c'était un tsunami et on ne sait pas ce qui arrivera demain. Mais la menace des changements climatiques et de catastrophes météorologiques n'a pas diminué. Nous devons nous préparer. Aucune femme ou aucun homme des zones rurales ne devrait jamais se retrou-

ver contraint de vendre ses maigres avoirs – ou d'émigrer – pour simplement survivre". Sous la présidence de Gilbert F. Houngbo, le FIDA a l'ambition de doubler son impact d'ici 2030 et de permettre à des millions de personnes supplémentaires de se libérer de la pauvreté et de la faim. L'objectif est de faire en sorte que 40 millions de personnes par an voient leurs revenus augmenter d'au moins 20% d'ici 2030, soit le double par rapport aux résultats obtenus par le FIDA actuellement.

### Un programme de travail de 11 milliards d'USD entre 2022 et 2024

À cette fin, Gilbert F. Houngbo a appelé les pays donateurs à augmenter de manière significative leur contribution au FIDA, afin de mettre en œuvre un programme de travail d'au moins 11 milliards d'USD entre 2022 et 2024, notamment grâce à un nouveau programme de financement du secteur privé et une extension de son programme pionnier d'adaptation aux changements climatiques. Cela permettra de reconstruire des économies rurales plus fortes à mesure que les pays se remettent des effets de la COVID-19, et aidera ces populations rurales marginalisées à devenir beaucoup plus résilientes aux changements climatiques et autres chocs. Dans son discours d'investiture, Gilbert F. Houngbo a déclaré que la lutte contre les effets dévastateurs des changements climatiques et l'inversion du recul de la biodiversité figureraient parmi ses premières priorités. Le mois dernier, le FIDA a lancé le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+),



conçu comme le plus gros fonds existant pour acheminer des financements pour l'action climatique vers les petits producteurs agricoles. Gilbert F. Houngbo ambitionne que le programme mobilise 500 millions de dollars et puisse aider plus de 10 millions de personnes à s'adapter à une situation climatique imprévisible. Malgré leur vulnérabilité démesurée face aux changements climatiques, les petits producteurs ne reçoivent actuellement que 1,7 % du financement mondial de l'action climat. Un autre des objectifs de Gilbert F. Houngbo est de s'attaquer aux principales difficultés auxquelles sont confrontés les jeunes ruraux pour trouver un emploi décent, et qui créent un terreau propice à l'instabilité et aux migrations. En Afrique, 60% des jeunes vivent dans les zones rurales et entre 10 et 12 millions de jeunes entrent sur le marché du travail chaque année. En augmentant ses investissements dans les agri-entrepreneurs et les petites et moyennes entreprises rurales, le FIDA vise à stimu-

ler la création d'emplois pour les jeunes ruraux. Cela s'inscrit dans le prolongement de l'action menée par Gilbert F. Houngbo ces quatre dernières années, qui vise une collaboration accrue avec le secteur privé pour apporter aux zones rurales le savoir-faire, l'innovation et les investissements dont elles ont cruellement besoin.

### 132 millions de personnes dans plus de 90 pays avaient bénéficié des investissements du FIDA

Sous la présidence de Gilbert F. Houngbo, le FIDA a amplifié son programme de travail et a pu aider 36% de personnes pauvres et vulnérables en plus. Fin 2019, 132 millions de personnes dans plus de 90 pays avaient bénéficié des investissements du FIDA. Toutefois, dans son discours, Gilbert F. Houngbo a rappelé que l'énorme déficit actuel de financement à l'échelle mondiale risque de compromettre la réalisation

de l'objectif de développement durable « Faim zéro » d'ici 2030. C'est pour cette raison que, sous sa direction, le FIDA a commencé à diversifier ses sources de capitaux afin d'optimiser son soutien aux personnes les plus pauvres du monde. En 2020, le FIDA a été le premier fonds des Nations Unies à recevoir une note de crédit, Fitch et Standard and Poor's ayant tous deux annoncé la note AA+. Ces notes élevées aideront le FIDA à mobiliser davantage de fonds auprès de divers investisseurs potentiels à un coût favorable. Gilbert F. Houngbo a également rappelé que la production d'aliments permet aux populations rurales non seulement de se nourrir, mais aussi d'avoir un revenu. Il a souligné la nécessité d'investir dans des systèmes alimentaires durables qui permettent aux populations rurales de gagner des revenus décents, d'avoir une alimentation nutritive et de mener une vie digne, ainsi que le rôle clé que jouera le FIDA

pour en faire une priorité de la communauté internationale lors du prochain sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. L'agriculture paysanne produit la moitié des calories alimentaires du monde, mais ce sont souvent ces mêmes agriculteurs qui souffrent de la faim. Le FIDA est la seule organisation multilatérale qui se consacre uniquement à la lutte contre la faim et la pauvreté dans les zones rurales où vivent les trois quarts des personnes dans le monde les plus pauvres et les plus exposées à l'insécurité alimentaire. Après des décennies de progrès dans la lutte contre l'extrême pauvreté, on constate aujourd'hui une inversion de tendance suite à la pandémie de COVID-19. Ainsi, jusqu'à 150 millions de personnes pourraient plonger dans l'extrême pauvreté d'ici 2021 et 136 millions de personnes supplémentaires souffrir de la faim.

## Baromètres Togo

| Référentiel                                   |                  |
|---|------------------|
| Valeur  | Sources          |
| Superficie : 56 600 km <sup>2</sup>           | Populationdata   |
| Population : 7 889 094 habitants (2018)       | Banque mondiale  |
| Croissance démographique : 2,42 % / an        | Populationdata   |
| Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)             | Populationdata   |
| Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)             | Populationdata   |
| Espérance de vie : 65,00 ans (2016)           | Populationdata   |
| Déficit budgétaire : 2,1% (2017)              | BAD              |
| Smig : 35 000 FCFA (2012)                     | CCI              |
| Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015) | Fonctionpublique |
| Risque pays (Coface) : C                      | COFACE           |
| Taux de scolarisation : 83%                   | INSEED           |

| Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso     |                   |
|---|-------------------|
| Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017) | Populationdata    |
| Chiffres clés                                     |                   |
| Valeur  | Sources           |
| Taux de croissance : 5,1 (2019)                   | CNC               |
| Pib/hbt : 672 Dollars US                          | populationdata    |
| Taux d'inflation : 1,7 (2019)                     | CNC               |
| Balance commerciale : 373.810 millions (2017)     | BCEAO             |
| Dette publique : 72% du Pib (2018)                | FMI               |
| Taux de chômage : 3,4% (2015)                     | PNUD              |
| Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)  | MEF               |
| Notation financière : « B » (Mai 2019)            | Standard & Poor's |
| IDH : 0,503 / 1 (2017)                            | Populationdata    |

## Initiative Tremplin start-up UEMOA

## Le FAIEJ exprime sa reconnaissance à la Commission de l'UEMOA

La Directrice générale du Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ) exprime à la Commission de l'UEMOA la reconnaissance de la jeunesse entrepreneuriale du Togo.



• Le Représentant Résident à droite s'entretenant avec la DG du FAIEJ

• Joël YANCLO

Le Représentant Résident de l'UEMOA au Togo, Assoukou Raymond KRIKPEU, a reçu en audience, le mercredi 17 février 2021 la Directrice générale du Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ). Mivedor GBADAMASSI est allée exprimer à la Commission de l'UEMOA, « la reconnaissance de la jeunesse entrepreneuriale du Togo », à la suite

de l'initiative TREMPLIN START-UP UEMOA. Les échanges qui ont suivi ont permis à la Directrice Générale de présenter le FAIEJ, un établissement public opérationnel depuis 2012 et qui a accordé depuis cette date des crédits à hauteur d'environ 4 milliards de francs CFA, favorisant ainsi la création de 12 mille emplois. Elle a exprimé l'espoir que le FAIEJ en particulier et les autorités togolaises en général placent

dans cette nouvelle initiative de l'UEMOA dont elle a souhaité la pérennisation. Pour sa part, le Représentant Résident s'est félicité de cette démarche et a réitéré la volonté de la Commission de contribuer efficacement à la promotion d'un entrepreneuriat innovant et moderne et à l'émergence de champions nationaux et régionaux. Pour rappel, lors des cérémonies qui ont eu lieu en fin d'année dernière, aux niveaux régional et national, des entreprises togolaises ont remporté le deuxième prix d'excellence (remporté par l'entreprise ALCOFORD CORPORATION DISTILLERY SAS) d'une valeur de 13 millions de francs CFA et trois primes d'encouragement d'une valeur totale de 15 millions de francs CFA. Les 4 entreprises lauréates avaient bénéficié de l'encadrement du FAIEJ qui, pour ce faire, avait été récompensé à hauteur de 5 millions de francs CFA.

## Certification

## Les hôtels Azalaï à la pointe contre les risques sanitaires

Le groupe Azalaï a entamé la certification de tous ses hôtels au Label « AZALAÏ CLEAN & SAFE » en partenariat avec Bureau Veritas. Objectif, assurer la conformité de tous les établissements de l'enseigne aux normes strictes de sécurité pour garantir la santé de ses clients et employés face aux risques liés à la Covid-19.

• Rudy CASBI

Le label prend en compte un ensemble de protocoles améliorés, des pratiques opérationnelles et des procédures complètes, basés sur les exigences et les recommandations des autorités sanitaires mondiales. L'obtention de cette certification est en effet un processus qui se déroule en trois étapes. La première consiste en la présentation du protocole de sécurité sanitaire de l'entreprise. S'en suit

un audit de chaque établissement afin de s'assurer de la conformité des mesures au contenu du manuel des procédures et un réajustement si nécessaire des normes de sécurité. La troisième phase correspond à la délivrance du certificat confirmant la conformité de chaque établissement aux normes sanitaires. Il importe également de noter que des séances d'audits inopinées sont régulièrement organisées afin de s'assurer que chaque établissement reste au niveau de sé-

curité qui lui a permis d'obtenir le certificat du Bureau Veritas. Le Label AZALAÏ CLEAN & SAFE est un engagement que prend la direction du groupe en mettant en œuvre des standards et des pratiques d'hygiène avec le plus haut niveau de surveillance, comme le relève Mossadeck Bally, CEO du groupe Azalaï. En raison de la crise de la Covid-19, les exigences sociétales en matière d'hygiène seront de plus en plus élevées.

## Mobilisation des recettes municipales

## Le DAGL renforce les capacités des agents de recouvrement

Renforcer les capacités techniques des agents de recouvrement en améliorant leur niveau de connaissances sur le métier qu'ils exercent afin d'augmenter les recettes locales des collectivités territoriales de la préfecture du Golfe, tel est le but poursuivi par le District Autonome du Grand Lomé en organisant cet atelier de formation.



Ils sont au total cinquante (50) agents de recouvrement issus des communes de cette préfecture (Golfe 2, 3, 5 et 7) à prendre part à cet atelier qui a démarré ce mercredi 17 février 2021 à Kpalimé, et ce, jusqu'au 19 février prochain. Cette formation relève du volet 2 « mobilisation des ressources financières » de la composante 2 « Appui à la gouvernance » de la 3ème phase du Projet Environnement Urbain de Lomé (PEUL III). Elle vise également à outiller ces agents de recouvrement sur leurs droits et devoirs, et sur les règles déontologiques de leur métier pour qu'ils soient plus efficaces dans leur mission de recouvrement et de collecte des taxes municipales. Durant ces trois (3) jours de formation, ils seront entretenus spécifiquement sur les principes fondamentaux de la décentralisation et la gestion financière municipale, les rapports entre l'agent de recouvrement et le contribuable, les techniques de recouvrement des taxes et redevances municipales et les dispositifs de contrôle. A l'ouverture de cet atelier, le Secrétaire général par intérim du District Autonome du Grand Lomé, Tagba A. Tchallim, a exprimé sa reconnais-

sance à l'Agence Française de Développement (AFD) pour l'appui qu'elle apporte au District, et invité les participants à plus d'assiduité et de concentration au cours des travaux afin de tirer un maximum de profits des modules qui seront développés. « Je souhaite donc que les thématiques de cette formation soient bien comprises, et que chacun d'entre vous s'investisse suffisamment afin de tirer le meilleur possible de cette opportunité offerte. Le développement du grand Lomé est une affaire de tous. Il nous appartient de prendre nos responsabilités afin que chacun joue sa partition dans son domaine d'action pour le bonheur de nos administrés », a-t-il indiqué. Un second atelier de formation sera

organisé en mars prochain au profit de 50 autres agents de recouvrement des communes Golfe 1, 4 et 6 sur les mêmes modules. L'Agence Française de Développement (AFD) accompagne depuis 2007, l'ancienne commune de Lomé, aujourd'hui, DAGL dans la mise en œuvre du PEUL. Elle finance à hauteur de 9,2 milliards de francs CFA la troisième phase du PEUL dont l'objectif principal est de favoriser la mise en place d'une filière intégrée de gestion des déchets solides dans le grand Lomé, et de renforcer les capacités institutionnelles, organisationnelles et financières du District.

Avec Cell com / DAGL



## Baromètres Togo

| Référentiel                                   |                  |
|---|------------------|
| Valeur  | Sources          |
| Superficie : 56 600 km <sup>2</sup>           | Populationdata   |
| Population : 7 889 094 habitants (2018)       | Banque mondiale  |
| Croissance démographique : 2,42 % / an        | Populationdata   |
| Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)             | Populationdata   |
| Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)             | Populationdata   |
| Espérance de vie : 65,00 ans (2016)           | Populationdata   |
| Déficit budgétaire : 2,1% (2017)              | BAD              |
| Smig : 35 000 FCFA (2012)                     | CCI              |
| Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015) | Fonctionpublique |
| Risque pays (Coface) : C                      | COFACE           |
| Taux de scolarisation : 83%                   | INSEED           |

|   |                |
|---|----------------|
| Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso     |                |
| Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017) | Populationdata |

| Chiffres clés                                    |                   |
|--|-------------------|
| Valeur   | Sources           |
| Taux de croissance : 5,1 (2019)                  | CNC               |
| Pib/hbt : 672 Dollars US                         | populationdata    |
| Taux d'inflation : 1,7 (2019)                    | CNC               |
| Balance commerciale : 373.810 millions (2017)    | BCEAO             |
| Dette publique : 72% du Pib (2018)               | FMI               |
| Taux de chômage : 3,4% (2015)                    | PNUD              |
| Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019) | MEF               |
| Notation financière : « B » (Mai 2019)           | Standard & Poor's |
| IDH : 0,503 / 1 (2017)                           | Populationdata    |

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE

La Commission

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT**  
**N° 02/2021/AO/COM/UEMOA**

Date de Publication de l'avis : 18 janvier 2021

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet l'acquisition et la mise à niveau d'équipements réseaux au profit de la Commission de l'UEMOA.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent Appel d'Offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé pour l'appel d'offres en vue de l'acquisition et la mise à niveau d'équipements réseaux au profit de la Commission de l'UEMOA.

Le matériel est constitué d'un seul lot.

3. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises pour l'acquisition et la mise à niveau d'équipements réseaux.

4. Le délai d'exécution du marché est de soixante-quinze (75) jours.

5. Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes: faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois mois ;
- une attestation originale justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres;
- une attestation originale de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres;
- une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

La non-production d'une pièce administrative ou sa non validité conduit à l'élimination de l'offre du soumissionnaire.

6. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la Direction du Secrétariat de la Commission, de la Documentation et des Archives (DSCAD) De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) Francs CFA.

1

380 Av. du Professeur Joseph KI - ZERBO 01 BP 543 Ouagadougou 01 - Burkina Faso Tél. : (226) 50 31 88 73 à 76 Fax. : (226) 50 31 88 72  
Email : [commission@uemoa.int](mailto:commission@uemoa.int) Sites Internet : [www.uemoa.int](http://www.uemoa.int) et [www.izf.net](http://www.izf.net)

Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le mardi 23 février 2021 à 9 h 30, heure locale, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de cinq cent mille (500 000) FCFA.**

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.

7. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.

8. La validité des offres devra être de cent vingt (120) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres. Pendant cette période, aucun changement de prix ne sera autorisé.

9. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Commission de l'UEMOA, à l'adresse ci-dessous :

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO**  
**01 BP 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)**  
**Département des Services Administratifs et Financiers**

Personnes à contacter:

- **M. Brice SIB** - Email : [bsib@uemoa.int](mailto:bsib@uemoa.int) Tél. : 25 32 86 73/ poste 86 40
- **Monsieur Thierry Marc OUEDRAOGO** - tél. : +226 25 32 88 35/25 42 51 99  
Email : [tmouedraogo@uemoa.int](mailto:tmouedraogo@uemoa.int)

10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

**NB : Une visite des Sites situés à Ouagadougou est obligatoire et aura lieu le mardi 09 février 2021 à 10 heures. Une attestation de visite de site sera délivrée après la visite. Les soumissionnaires devront la joindre aux pièces du dossier de l'offre.**

Pour le Commissaire chargé du Département  
des Services Administratifs et Financiers  
et par délégation,  
Le Directeur de Cabinet

  
**Adamou SOULEY**

2

## Accord de prêt

# Le Japon accorde 73,6 milliards de yens au FAD

L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et le Fonds africain de développement (FAD), le guichet concessionnel du Groupe de la Banque africaine de développement, ont conclu, le 16 février 2021, un accord de prêt de 73,6 milliards de yens japonais (668,1 millions de dollars américains) représentant la contribution du Japon au FAD-15, la 15<sup>e</sup> reconstitution du Fonds africain de développement.



● Vivien ATAKPABEM

Au cours d'une cérémonie organisée de façon virtuelle, le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi A. Adesina, et l'ambassadeur du Japon en Côte d'Ivoire, Kuramitsu Hideaki, ont procédé à un échange de notes diplomatiques, l'accord de prêt lui-même étant signé par le représentant principal de la JICA en Côte d'Ivoire, Fujino Kojiro, et la vice-présidente principale du Groupe de la Banque par intérim, Swazi Tshabalala, en sa qualité de directrice financière de l'institution. Le prêt de donateur concessionnel aidera à la 15<sup>e</sup> reconstitution du Fonds africain de développement, approuvée en décembre 2019 par les pays donateurs du Fonds. La JICA accorde ce prêt, qui représente le plus important apport au FAD-15, au nom du gouvernement du Japon. L'ambassadeur Kuramitsu Hideaki, dont le pays est le cinquième contributeur le plus important au Fonds en montants cumulés, a déclaré que le prêt faisait partie de l'engagement du Japon à promouvoir le développement des ressources humaines, l'innovation et l'investissement dans le secteur industriel, et à investir dans des infrastructures de qualité pour améliorer la connectivité, comme indiqué lors de la conférence TICAD 7 en août 2019. Le représentant du Japon avait, à cette occasion, annoncé que son pays contribuerait à la phase 4 de l'Initiative d'aide au secteur privé renforcée (EPSA), un projet phare mené en commun par le Japon et le Groupe de la Banque africaine de développement. « J'espère sincèrement que ce prêt en yen

permettra (au Fonds africain de développement) de procéder à des financements et des subventions à des conditions favorables aux pays africains confrontés à des défis émergents causés par la pandémie de Covid-19, et de contribuer au développement économique et social de ces pays », a déclaré l'ambassadeur japonais. Selon le président de la JICA, Kitaoka Shinichi, « la crise du Covid-19 a accéléré les changements structurels mondiaux. L'Afrique est toujours au cœur de cette crise, confrontée à de graves défis provoqués par les variants du coronavirus et aux exigences de l'entreposage frigorifique des vaccins. Seule une Afrique unie peut vaincre cette menace pour l'humanité. Nous ne devrions pas permettre à ce virus de compromettre les progrès constants accomplis par les pays africains à ce jour en termes de liberté, d'indépendance et de démocratie. Je suis fermement convaincu que la contribution d'aujourd'hui au FAD-15 permettra de stimuler notre coopération avec les pays africains et de renforcer notre partenariat avec le Groupe de la Banque africaine de développement. » Pour Mimura Atsushi, directeur général adjoint du Bureau international du ministère des Finances du Japon, délégué de son pays auprès du FAD, « le Fonds africain de développement est une source de financement clé pour les pays à faible revenu de l'Afrique, fortement touchés par le Covid-19. Le prêt en yens que nous fournissons aujourd'hui au FAD comporte un élément de subvention plus important que celui en yens accordé lors de la reconstitution précédente, avec un taux d'intérêt plus

faible et une échéance plus longue. Je souhaite que notre partenariat se développe avec le Groupe de la Banque africaine de développement dans l'avenir. »

### Partenariat de longue date

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi A. Adesina, a souligné, pour sa part, le partenariat de longue date entre la Banque africaine de développement et le Japon, qui comprend notamment l'Initiative d'aide au secteur privé renforcée, lancée en 2005. À ce jour, la contribution totale du Japon à l'Initiative s'élève à 4,6 milliards de dollars. Le président Adesina a souligné que le prêt concessionnel du Japon représentait près de 10 % du total des ressources du FAD-15, qui s'élèvent à 7,5 milliards de dollars. « Cet accord symbolise la poursuite du leadership solide assumé par le Japon dans l'octroi de prêts à des conditions favorables au Fonds africain de développement. Le Japon a été le plus important fournisseur de prêts concessionnels accordés par les donateurs à l'occasion de la 15<sup>e</sup> reconstitution du FAD, comme il l'avait été lors de la 14<sup>e</sup> reconstitution », a-t-il déclaré. « Le Japon continue d'apporter une valeur ajoutée importante aux cycles de reconstitution globale du Fonds africain de développement », a poursuivi Akinwumi A. Adesina, ajoutant que le dernier prêt permettrait de « stimuler considérablement les liquidités du Fonds africain de développement et de nous permettre d'intensifier le soutien si nécessaire aux pays où il intervient (...) surtout en ce moment critique où ils peinent à faire face à la pandémie de Covid-19 et à s'en relever. »

## Burkina Faso

# Buy-Us Solar lance un projet d'irrigation à l'énergie solaire

Le 4 février 2021, la société Buy-Us Solar a lancé au Burkina Faso un projet d'irriguer grâce à l'énergie solaire. Le fournisseur burkinabé de motopompes solaires espère contribuer au développement de l'agriculture irriguée dans ce pays du Sahel.

« Réduire le temps de travail des agriculteurs tout en boostant leurs productions ». C'est l'objectif du projet « irriguer grâce au solaire », lancé récemment au Burkina Faso par la société Buy-Us Solar. Dans le cadre de ce projet, l'entreprise burkinabé proposera aux agriculteurs sa motopompe solaire, dénommée « Futurepomp SF2 ». Cet équipement a été présenté au public lors de la cérémonie de lancement du projet d'irrigation. Chaque agriculteur burkinabé pourra se munir de la motopompe en déboursant en moyenne 475 000 francs CFA, soit plus de 724 euros. Le soutien d'AECF Africa « Lors de nos différentes enquêtes, les agriculteurs ont émis le vœu d'avoir une solution fiable qui leur per-



met de s'approvisionner en eau à moindre coût. Ce qui était impossible avec les motopompes ordinaires fonctionnant grâce au carburant, coûteux. C'est ainsi que nous avons mis sur pied « Futurepomp SF2 », explique Fleur Tapsoba, la responsable marketing de Buy-Us Solar. L'appareil est équipé de deux panneaux solaires de 60 W chacune et d'un tuyau d'aspiration de 7 m de profondeur et de 8 m de hauteur. La

motopompe solaire affiche une capacité de 3,6 m<sup>3</sup>/heure avec un envoi en horizontal de plus de 500 m et est capable d'irriguer ½ hectare à 1 hectare en fonction de la culture et du plan d'arrosage. Buy-Us Solar bénéficie de l'accompagnement d'AECF Africa (The African Enterprise Challenge Fund) dans la mise en œuvre de son projet d'irrigation solaire.

Avec afrik21

## Cryptomonnaie

# Les fraudeurs et pirates ont volé 1,9 milliard de dollars en 2020

L'année 2020 a vu une croissance impressionnante de l'ensemble du marché de la cryptographie, de nombreux investisseurs se tournant vers les pièces numériques comme réserve de valeur au milieu de la crise COVID-19. Cependant, plus d'argent circulant via les échanges numériques a créé une opportunité pour les pirates et les escrocs.



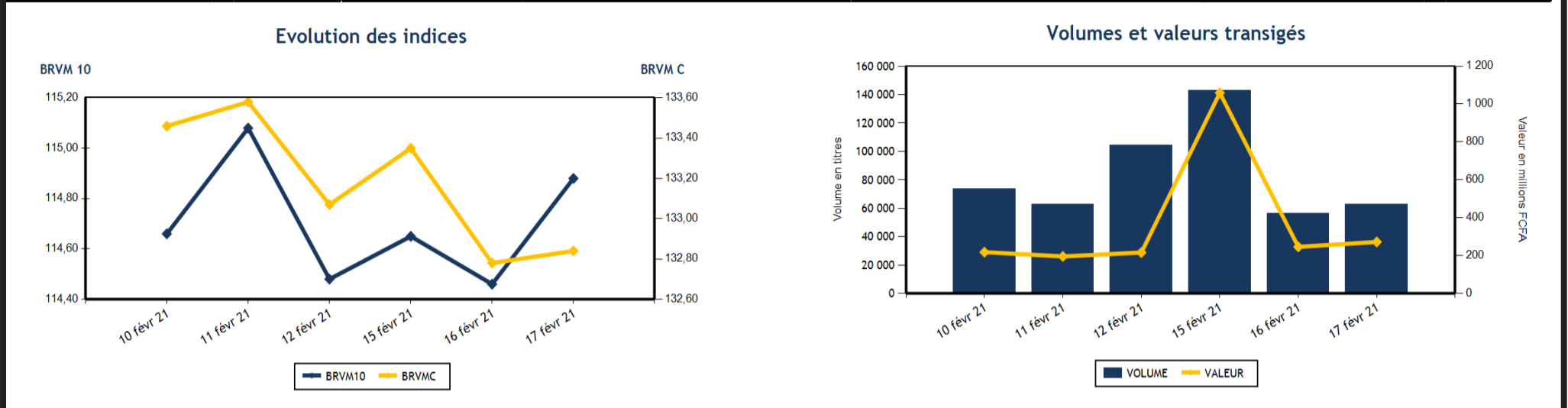
Selon les données présentées par Finaria, il, les crypto-criminels ont volé 1,9 milliard de dollars en 2020. Un montant conséquent mais en nette baisse comparé aux 4,5 milliards de dollars volés en 2019. Les statistiques montrent que la fraude était le principal crime crypto de l'année dernière, suivie du vol et des ransomwares. Bien que la valeur totale de la crypto-criminalité ait chuté en 2020, le vol de crypto a bondi de 40% en glissement annuel et a atteint 513 millions de dollars, en dessous du record de 950 millions de

dollars enregistré en 2018. L'enquête a révélé que les hackages et les escroqueries liés à la finance décentralisée (DeFi) ont représenté 129 millions de dollars en 2020, ce qui en fait le prochain vecteur de menace majeur pour la fraude et le blanchiment d'argent. D'autres vols ont causé 387 millions de dollars de dommages. A noter que le volume de l'année dernière provient en grande partie d'une seule fraude, celle du chinois Wotoken, un système de ponzi qui a fonctionné de juillet 2018 à octobre 2019 avant d'être révélé en 2020. Cela fonctionnait comme un

projet de marketing à plusieurs niveaux classiques, mais avec un nombre étrangement élevé de hiérarchies totales. L'escroquerie permettait aux investisseurs des rendements irréalistes en utilisant un logiciel de trading algorithmique inexistant. En fin de compte, Wotoken, connecté au tristement célèbre programme PlusToken Ponzi, a volé près de 1,1 milliard de dollars de crypto à plus de 715 000 victimes. La Chine a condamné les opérateurs du système de crypto Ponzi à des années de prison.

Avec financialafrik.com

|                    |               |  |                       |               |
|--------------------|---------------|--|-----------------------|---------------|
| <b>BRVM 10</b>     | <b>114,88</b> | <br><b>BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</b><br>mercredi 17 février 2021<br>Site : www.brvm.org | <b>BRVM Composite</b> | <b>132,84</b> |
| Variation Jour     | ↑ 0,37 %      |  | Variation Jour        | ↑ 0,05 %      |
| Variation annuelle | ↓ -12,22 %    |  | Variation annuelle    | ↓ -8,62 %     |



| Actions   | Niveau            | Evol. Jour |
|---|-------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 3 997 868 741 526 | 0,05 %     |
| Volume échangé (Actions & Droits)                 | 52 724            | -4,99 %    |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)        | 171 495 930       | -27,59 %   |
| Nombre de titres transigés                        | 39                | 2,63 %     |
| Nombre de titres en hausse                        | 10                | 42,86 %    |
| Nombre de titres en baisse                        | 13                | 30,00 %    |
| Nombre de titres inchangés                        | 16                | -23,81 %   |

**PLUS FORTES HAUSSES**

| Titres                | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|-----------------------|-------|------------|----------------|
| NESTLE CI (NTLC)      | 595   | 7,21 %     | 85,94 %        |
| TOTAL SN (TTLS)       | 1 345 | 3,46 %     | -25,28 %       |
| AIR LIQUIDE CI (SIVC) | 205   | 2,50 %     | 10,81 %        |
| BOLLORE (SDSC)        | 1 450 | 2,47 %     | -6,45 %        |
| VIVO ENERGY CI (SHEC) | 590   | 1,72 %     | -1,67 %        |

| Obligations                     | Niveau            | Evol. Jour |
|---------------------------------|-------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA) | 6 130 193 037 504 | 0,01 %     |
| Volume échangé                  | 10 059            | 963,32 %   |
| Valeur transigée (FCFA)         | 100 587 450       | 978,39 %   |
| Nombre de titres transigés      | 4                 | 0,00 %     |
| Nombre de titres en hausse      | 1                 | -50,00 %   |
| Nombre de titres en baisse      | 0                 | -100,00 %  |
| Nombre de titres inchangés      | 3                 | 200,00 %   |

**PLUS FORTES BAISSSES**

| Titres                           | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|----------------------------------|-------|------------|----------------|
| SITAB CI (STBC)                  | 740   | -7,50 %    | 39,62 %        |
| CROWN SIEM CI (SEMC)             | 215   | -6,52 %    | 7,50 %         |
| BICI CI (BICC)                   | 5 000 | -5,66 %    | -25,15 %       |
| NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC) | 3 855 | -3,50 %    | -35,75 %       |
| SAPH CI (SPHC)                   | 1 700 | -1,73 %    | 21,43 %        |

**INDICES SECTORIELS**

| Base = 100 au 14 juin 1999     | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur     | PER moyen |
|--------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|--------|------------|-----------|
| BRVM - INDUSTRIE               | 12                 | 38,61  | -0,21 %    | 6,51 %         | 3 045  | 2 580 805  | 70,62     |
| BRVM - SERVICES PUBLICS        | 4                  | 358,51 | 0,72 %     | -12,66 %       | 8 178  | 71 109 840 | 8,47      |
| BRVM - FINANCES                | 15                 | 54,98  | -0,56 %    | -8,35 %        | 32 211 | 87 130 555 | 6,22      |
| BRVM - TRANSPORT               | 2                  | 354,83 | 2,41 %     | -6,30 %        | 94     | 138 500    | 6,25      |
| BRVM - AGRICULTURE             | 5                  | 105,41 | -0,95 %    | 21,80 %        | 2 690  | 4 177 650  | 8,29      |
| BRVM - DISTRIBUTION            | 7                  | 196,06 | 0,81 %     | -13,41 %       | 6 506  | 6 358 580  | 11,85     |
| BRVM - AUTRES SECTEURS         | 1                  | 376,33 | 0,00 %     | 8,93 %         | 0      | 0          | 4,73      |
| BRVM - PETITES CAPITALISATIONS | -                  | -      | -          | -              | -      | -          | -         |


| Indicateurs                         | 1er et 2è Comp. | BRVM PC |
|-------------------------------------|-----------------|---------|
| PER moyen du marché                 | 22,01           |         |
| Taux de rendement moyen du marché   | 8,29            |         |
| Taux de rentabilité moyen du marché | 12,65           |         |
| Nombre de sociétés cotées           | 46              |         |
| Nombre de lignes obligataires       | 84              |         |
| Volume moyen annuel par séance      | 161 421,00      |         |
| Valeur moyenne annuelle par séance  | 994 135 547,34  |         |


| Indicateurs                      | 1er et 2è Comp. | BRVM PC |
|----------------------------------|-----------------|---------|
| Ratio moyen de liquidité         | 1,09            |         |
| Ratio moyen de satisfaction      | 20,61           |         |
| Ratio moyen de tendance          | 1 898,09        |         |
| Ratio moyen de couverture        | 5,27            |         |
| Taux de rotation moyen du marché | 0,00            |         |
| Prime de risque du marché        | -1,36           |         |
| Nombre de SGI participantes      | 28              |         |


**Définitions**


Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)


Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat


  
**BENIN**  
 Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin  
 Avenue Charles de Gaulle Cotonou  
 BP 3800 Cotonou  
 Tél : (229) 21 31 21 26  
 Fax : (229) 21 31 20 77


  
**BURKINA FASO**  
 Chambre de Commerce et d'Industrie  
 du Burkina Faso  
 BP 5022 Ouagadougou 01  
 Tél : (226) 25 30 87 73  
 Fax : (226) 25 30 87 19


  
**CÔTE D'IVOIRE**  
 Bourse Régionale des Valeurs Mobilières  
 Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma  
 BP 3802 Abidjan 01  
 Tél : (225) 20 31 55 90  
 Fax : (225) 20 32 47 77

  
**GUINÉE-BISSAU**  
 Chambre de Commerce, d'Industrie,  
 d'Agriculture et des Services de Côte-Bissau,  
 Avenue Pinau Nalima  
 CP 18 Bissau  
 Tél : (246) 320 16 52 Fax : (246) 320 16 02

  
**MALI**  
 Immeuble SONAVE, ACI 2000 Handakalya  
 B.P. E. 1360 - Bamako  
 Tél : (223) 44 98 18 10  
 Fax : (223) 44 98 18 11

  
**NIGER**  
 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat  
 du Niger, Place de la constitution  
 BP 13 200 Niamey  
 Tél : (227) 20 73 66 92  
 Fax : (227) 20 73 66 47

  
**SENEGAL**  
 7, rue Jean Mérimée  
 BP 6006, Dakar - Plateau  
 Tél : (221) 33 821 15 18  
 Fax : (221) 33 821 15 06

  
**TOGO**  
 4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma,  
 Immeuble 022 Togo  
 BP 3262 Lomé  
 Tél : (228) 22 81 23 16  
 Fax : (228) 22 26 24 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

## Finance

## Résistantes en 2020, les banques devront jouer serré en 2021

Malgré des pertes parfois abyssales en raison du Covid-19, les établissements ont pu finir l'année sans trop de casse. Au global, l'assise financière de tout le secteur bancaire européen a progressé l'an passé.



Les établissements bancaires européens ont surmonté l'année 2020 et l'éclatement de la crise du Covid-19 sans trop de casse, mais ils devront se montrer prudents au cours d'une année 2021 pécunier d'incertitudes. Sans conteste, les résultats publiés par les principaux groupes bancaires européens portent la marque de la crise. L'espagnol Banco Santander a essuyé une gigantesque perte de près de 9 milliards d'euros. L'italien UniCredit et son compatriote Banca Monte dei Paschi di Siena ont affiché des pertes respectives de presque 3 milliards et 1,3 milliard. Le français Société Générale a subi une perte de 258 millions et l'allemand Commerzbank une de presque 3 milliards. Chez d'autres, les résultats sont ressortis en forte baisse, à l'image du français BNP Paribas qui a vu son bénéfice net reculer de 13% sur un an, ou de l'espagnol BBVA dont le bénéfice a chuté de 63%.

## Pertes trimestrielles

Mais bien souvent, «ce ne sont pas des pertes sur toute l'année, seulement sur un ou deux trimestres. On a finalement peu de banques qui ont perdu de l'argent en 2020 et les pertes sont souvent liées à des provisions et des dépréciations comptables» liées à la crise du Covid-19, souligne David Benamou, directeur des investissements chez Axiom Alternative Investments. De fait, la plupart des établissements bancaires européens ont massivement garni l'an passé leurs réserves de provisions, parfois même sur des portefeuilles de crédits considérés comme sains, pour se prémunir contre d'éventuelles turbulences futures.

## Assise financière renforcée

Au global, «l'assise financière de tout le secteur bancaire européen a progressé l'an passé», pointent Simon Outin et Hadia Guergouri, analystes chez Allianz Global Investors. Elles ont pour cela pu compter sur un assouplissement des exigences réglementaires et sur un arsenal de mesures de la Banque centrale européenne (BCE). Les autorités européennes leur ont par ailleurs imposé de retenir toute distribution de dividendes. Et de fait, à la différence de la crise financière de 2008, les établissements bancaires européens ont été plutôt du côté des solutions que des problèmes, en relayant par exemple certaines mesures gouvernementales de soutien, mais aussi en continuant à prêter à l'économie. Ceci étant, «la résurgence des cas de coronavirus met en exergue le risque d'une nouvelle détérioration de l'économie. Cette incertitude, conjuguée à la disparition progressive de mesures de soutien en 2021, crée un risque considérable pour les banques», ont pointé fin décembre les analystes de Moody's dans une note.

## Environnement tumultueux

En ce qui concerne plus particulièrement les banques françaises, elles «vont rester bénéficiaires en 2021», mais «la rentabilité restera probablement en deçà de 2019», souligne auprès de l'AFP Nicolas Malaterre, analyste bancaire chez S&P Global Ratings. Le secteur doit en effet faire face «à un paysage concurrentiel important, une

réglementation de plus en plus forte, des taux bas, des investissements massifs à prévoir dans la donnée et le numérique», a résumé auprès de l'AFP Laurent Mignon, le président du directoire de BPCE. Notamment, «il y aura sûrement besoin de s'interroger plus fortement sur l'utilité et le format des réseaux», pointe M. Malaterre. «Les banques vont devoir mettre l'accent sur la simplification et les ventes. Elles devront aussi être rigoureuses sur les coûts, et elles devraient trouver de nouvelles opportunités d'économies à partir de l'expérience de confinement et de télétravail», soulignent M. Outin et Mme Guergouri, d'Allianz GI. Dans cette perspective, le groupe Société Générale prévoit justement de fusionner ses deux réseaux de détail en France, Société Générale et Crédit du Nord, en vue de créer une nouvelle banque forte de 10 millions de clients. Dans leurs activités de banques de financement et d'investissements, «elles devront en outre être dans une approche défensive face à la concurrence des banques américaines qui leur prennent des parts de marché», ajoutent les analystes d'Allianz GI. Les prochains mois devraient permettre d'apporter des réponses à certaines de ces questions: BPCE publiera en juin son nouveau plan stratégique pour les années futures. Société Générale présentera quant à lui mi-mai sa nouvelle stratégie concernant sa banque de financement et d'investissement.

(AFP)

## Coronavirus

## Genève Aéroport enregistre la première perte de son histoire

Genève Aéroport a accusé une perte de près de 130 millions de francs en 2020, en raison des effets de la crise sanitaire liée au Covid-19.

Genève Aéroport a essuyé une perte pour la première fois dans son histoire en raison de la pandémie de coronavirus. Le groupe a accusé en 2020, un manque à gagner de 129,5 millions de francs après un bénéfice de 84,1 millions de francs l'année précédente, explique l'entreprise, dans un communiqué. Les revenus ont chuté à 191,2 millions de francs contre 494 millions un an plus tôt. Les revenus aéronautiques ont été quasiment divisés par deux à 94,3 millions. Les recettes non aéronautiques ont limité les dégâts avec une baisse à 96,9 millions. Les investissements ont été réduits de près de moitié également à 134,6 millions. En raison de l'effondrement du trafic, Genève



Aéroport a dû mettre en place des mesures d'économie qui ont permis de diminuer les frais de fonctionnement de près de 40% soit 68 millions. Quant aux charges de personnel, elles ont pu être abaissées de 19,5 millions de francs. Genève Aéroport

a pu bénéficier de réductions de l'horaire de travail (RHT), qui lui ont permis de percevoir plus de 21 millions de francs de remboursement des charges de salaires grâce aux mesures de soutien fédéral.

Avec Lematin.ch

## Automobile

## Jaguar se réinvente en 100% électrique

La marque de voitures de luxe britannique a annoncé lundi sa nouvelle stratégie «verte»: passer au tout électrique dès 2025 pour être neutre en carbone d'ici 2039.



Le constructeur britannique haut de gamme Jaguar Land Rover a annoncé lundi que sa marque de luxe Jaguar allait devenir tout électrique à partir de 2025, en dévoilant une nouvelle stratégie «verte» afin d'être neutre en carbone d'ici 2039. Le groupe indique dans un communiqué vouloir «se réimaginer» sous la houlette de son nouveau directeur général Thierry Bolloré. Jaguar Land Rover promet d'investir 2,5 milliards de livres (env. 3 milliards de francs suisses) par an, en grande partie dans l'électrique, mais prévient que sa transformation va entraîner une réduction sensible de ses activités hors production au Royaume-Uni. Il ne donne pas plus de détails sur les répercussions en termes d'emplois. Le constructeur, qui appartient à l'Indien Tata

Motors, précise toutefois ne pas vouloir fermer d'usines. Celle de Solihull (centre de l'Angleterre) abritera la plateforme 100% électrique de Jaguar.

## Travailler sur l'énergie propre

Si Jaguar va basculer en tout électrique, ce ne sera pas le cas pour Land Rover, même si ce dernier va lancer six modèles tout électriques au cours des cinq prochaines années, le premier en 2024. L'objectif est que tous les modèles de Jaguar et Land Rover soient disponibles en 100% électrique d'ici à la fin de la décennie. Au-delà, Jaguar Land Rover veut travailler sur le développement de l'hydrogène pour répondre à la future demande et entend par ailleurs collaborer avec le groupe Tata sur l'énergie propre et les logi-

ciels informatiques. L'objectif est de pouvoir retrouver une marge opérationnelle à deux chiffres et une trésorerie nette positive d'ici 2025.

## Des milliers d'emplois supprimés

Le constructeur a été durement frappé par la pandémie, comme l'ensemble du secteur. Il avait annoncé l'an dernier la suppression de 1100 emplois intérimaires au Royaume-Uni et avait dû se tourner vers des banques chinoises pour obtenir un prêt de 560 millions de livres (env. 690 millions de francs), alors qu'il n'était pas éligible aux prêts des pouvoirs publics au Royaume-Uni. Avant la crise sanitaire, le groupe avait dévoilé en 2019 un plan de restructuration qui prévoyait déjà de réduire les effectifs de 5000 postes.

(AFP)



| EVENEMENTS  | DATE                          | LIEUX              | ORGANISATEURS/CONTACTS   |
|---|-------------------------------|--------------------|--|
| Planification du développement durable  | 18 janvier et 28 février 2021 | En ligne           | <a href="https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements">https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements</a>  |
| Assises africaines de l'intelligence économique<br>1er au 3 septembre 2021                          | Février 2021                  | Congo              | <a href="mailto:communication@assises-africaines-ie.org">communication@assises-africaines-ie.org</a>   |
| Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires                                | 17 au 18 février 2021         | France             | <a href="https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/">https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/</a>      |
| Septième session du forum régional africain sur le développement durable                            | 1 au 4 mars 2021              | Brazzaville, Congo | <a href="https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements">https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements</a>  |
| Salon International du Plastique  | 2 au 5 Mars 2021              | Tunisie            | <a href="http://www.plasticexpo.com.tn/">http://www.plasticexpo.com.tn/</a>  |
| salon international de l'industrie et de l'industrie du futur                                       | 16 au 19 mars 2021            | Lyon, France       | Global-industrie.com   |
| Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique | 17 au 23 mars 2021            | Addis-Abeba        | Papersmart.uneca.org   |
| INTERMAT  | 19 au 24 avril 2021           | Paris, France      | <a href="http://www.intermatconstruction.com">www.intermatconstruction.com</a>   |
| Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe                          | 7 et 8 avril 2021             | Marseille, France  | <a href="http://emergingvalley.com">emergingvalley.com</a>   |
| Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech                                    | 20 au 22 avril 2021           |                    | <a href="http://collisionconf.com">collisionconf.com</a>   |
| salon international du Food service   | 29 mai au 2 juin 2021         | France             | <a href="http://sirha.com">sirha.com</a>   |
| 4e Conférence mondiale sur le teck  | Du 23 au 26 août 2021         | Accra, Ghana       | <a href="http://www.worldteackconference2020.com">www.worldteackconference2020.com</a><br><a href="mailto:infowtc2020@gmail.com">infowtc2020@gmail.com</a> |

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Journée tout indiquée pour mettre de l'ordre dans votre budget. Bon moment aussi pour avancer vers la solution d'un épineux problème financier. Mettez-vous en règle avec l'administration fiscale.

**Taureau** Dans le domaine matériel, votre goût du risque sera exacerbé. Seulement, vous feriez bien de vous méfier et de ne pas jouer toutes vos économies sur un coup de dés. Evitez également de vous lancer dans des opérations financières trop audacieuses.

**Gémeaux** La planète Saturne vous protégera contre tout problème financier. Elle pourrait même vous rendre chanceux aux jeux de hasard, à condition toutefois que vous n'engagiez pas de grosses sommes. Des rentrées d'argent imprévues sont possibles et même probables.

**Cancer** Le climat astral vous sera favorable pour tout ce qui concerne le côté matériel des choses. Vous pourrez mettre à profit cette journée bénéfique, présidée par la bienveillante planète Mercure, pour réaliser les projets qui vous tiennent le plus à cœur. Vous aurez la détermination d'affirmer vos ambitions et la possibilité d'en réaliser une bonne partie.

**Lion** Le domaine financier ne devrait pas vous causer de souci, car aucune planète ne viendra l'influencer. Vous n'aurez pas à craindre de difficulté majeure ; mais, à l'inverse, ne vous attendez pas non plus au soutien de la chance pure. A condition de ne pas faire de folies, vous devriez sans trop de mal parvenir à équilibrer votre budget. Mais si vous envisagez de vous lancer dans un achat immobilier, il faudra sûrement songer à augmenter votre capacité d'épargne.

**Vierge** Certains problèmes financiers seront résolus grâce à des aides providentielles que vous ménagera la bonne planète Jupiter. Mais ce ne sera pas une raison pour vous montrer imprévoyant quand il s'agira de gérer votre budget, car de ce côté-là vous ne serez pas à l'abri de mauvaises surprises.

**Balance** Journée idéale pour effectuer des placements à long terme ou pour réaliser une opération immobilière juteuse. Vous bénéficierez de beaux coups de chance. L'audace paiera, grâce aux influx de Mercure.

**Scorpion** Excellentes perspectives sur le plan matériel. Si vous devez effectuer une transaction délicate, Uranus vous indiquera les démarches à faire, les pièges à éviter ainsi que le comportement à adopter.

**Sagittaire** Côté finances, le flou artistique ne sera pas autorisé cette fois. En d'autres termes, vous devrez surveiller de très près l'état de vos comptes et vous assurer que vous vous êtes correctement acquitté des factures, traites, et impôts. La moindre erreur, le plus petit oubli pourrait vous coûter cher. Méfiez-vous aussi des transactions mal préparées et des opérations financières hasardeuses.

**Capricorne** Soyez à l'affût des bonnes affaires et des placements intéressants. Il s'en présentera beaucoup cette fois. Mais il faudra redoubler de vigilance afin de ne pas risquer de dilapider vos économies.

**Verseau** Observez la plus grande prudence en ce qui concerne les associations financières, et veillez à bien vérifier les clauses de vos accords avant de vous engager. Pas de dépenses superflues, s'il vous plaît !

**Poissons** Stimulé, conditionné puissamment par Pluton bien aspecté, vous saurez faire preuve d'une grande habileté, de patience, pour venir à bout des problèmes d'argent qui vous préoccupent actuellement. Vous serez performant, courageux, tenace, ne renonçant pas à un projet qui vous tient à cœur. Dans le domaine des démarches de caractère officiel, de demande d'appuis ou d'intervention, vous aurez de grandes chances d'aboutir.

## L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : [leconomistetogo@gmail.com](mailto:leconomistetogo@gmail.com)

Site web : [www.leconomistedutogo.com](http://www.leconomistedutogo.com)

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

### Administrateur Général

Léonard DOSSOU  
+228 96 26 05 15

### Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

### Directeur de publication

Komlan KPATIDE  
00228 90 05 05 08

### Rédacteur en chef

Joël YANCLO  
00228 97 78 79 07

### Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

### Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

### Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

### Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000



# Les nouveaux actes fiscaux

**Validité d'un (01) an**

**Validité de trois (03) mois**

**QUITUS FISCAL**

REPUBLIQUE TOGOLAISE  
Togo - Liberté - Paix

COMMISSARIAT GÉNÉRAL  
COMMISSARIAT DES IMPÔTS  
DIVISION IMPÔTS DOUANE

NUMÉRIQUE MATRICULE: 2012301  
NOM: KOUSSIGNON  
VIALETTAGE: 3

Le Commissaire des Impôts soussigné atteste que :

**CONTRIBUTABLE**

NOM: KOUSSIGNON  
PRÉNOM: KOUSSIGNON  
N° IDENTIFICATION: 2012301  
RÉGIME FISCAL: ROL (Art. 175)  
ACTIVITÉ PRINCIPALE: ÉTABLISSEMENT PUBLIC À CARACTÈRE ADMINISTRATIF  
NOM DE L'ÉTABLISSEMENT: COMMISSARIAT DES IMPÔTS  
N° IDENTIFICATION: 3  
NOM: KOUSSIGNON  
PRÉNOM: KOUSSIGNON

**ADRESSE**

BOULEVARD: NAHITINE  
CARRÉ: 0443  
N° BOULEVARD: 05444  
VILLE: 22015123  
PAYS: TOGO  
COTE D'IVOIRE

OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES  
GITE DE LA RUE DES IMPÔTS  
VILLE: 22015123  
PAYS: TOGO  
COTE D'IVOIRE

Fait à Lomé, le 05/01/2021

**ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE**

REPUBLIQUE TOGOLAISE  
Togo - Liberté - Paix

COMMISSARIAT GÉNÉRAL  
COMMISSARIAT DES IMPÔTS  
DIVISION IMPÔTS DOUANE

NUMÉRIQUE MATRICULE: 2012301  
NOM: KOUSSIGNON  
VIALETTAGE: 3

Le Commissaire des Impôts soussigné atteste que :

**CONTRIBUTABLE**

NOM: KOUSSIGNON  
PRÉNOM: KOUSSIGNON  
N° IDENTIFICATION: 2012301  
RÉGIME FISCAL: ROL (Art. 175)  
ACTIVITÉ PRINCIPALE: ÉTABLISSEMENT PUBLIC À CARACTÈRE ADMINISTRATIF  
NOM DE L'ÉTABLISSEMENT: COMMISSARIAT DES IMPÔTS  
N° IDENTIFICATION: 3  
NOM: KOUSSIGNON  
PRÉNOM: KOUSSIGNON

**ADRESSE**

BOULEVARD: NAHITINE  
CARRÉ: 0443  
N° BOULEVARD: 05444  
VILLE: 22015123  
PAYS: TOGO  
COTE D'IVOIRE

OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES  
GITE DE LA RUE DES IMPÔTS  
VILLE: 22015123  
PAYS: TOGO  
COTE D'IVOIRE

Fait à Lomé, le 05/01/2021

## Les conditions d'obtention des nouveaux actes fiscaux

### ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité.

### QUITUS FISCAL

Sur la période d'au moins un an :

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité ;
- n'avoir jamais fait l'objet d'une mise en demeure ;
- n'avoir jamais subi la retenue spéciale BIC de 15% appliquée sur la valeur en douane

des marchandises importées par des contribuables inactifs ;

- n'avoir pas fait l'objet de rappels d'impôts supérieurs à 15% des impôts émis et/ou déclarés spontanément lors d'un contrôle fiscal ;
- n'avoir jamais posé un acte ou eu un agissement de nature à faire obstacle aux différentes procédures fiscales ;
- n'avoir pas subi une procédure de contentieux douanier concluante.



**Projet EJV**

**Formation de jeunes micro-entrepreneurs sur le volet artisanat**

Assurés par des consultants chevronnés en couture, en perlage et en coiffure, recrutés par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb), les renforcements des capacités pratico-pratique se déroulent en langue locale "Ewé".

● **Nicole ESSO**

Constituées des ateliers de couture, de perlage de coiffure homme et dame, les sessions de renforcements des capacités ont démarré le 15 février 2021 à Gbatopé et se poursuivent, également, jusqu'au 20 février 2021 à l'ENI de Tabligbo dans la préfecture de Yoto. Portant sur les nouvelles tendances de couture et de coiffure, sur le perlage, sur le maquillage, sur la maintenance des machines...les besoins en renforcements de capacités ont été exprimés par les jeunes micro entrepreneurs du projet d'opportunité d'Emploi pour les jeunes vulnérables (EJV), lors de l'élaboration de leur plan d'affaire assurée par le staff de l'Anadeb appuyé par le pool de 7 d'experts. Au total, 48 jeunes sur le volet artisanat des 11 derniers villages des 24 bénéficiaires du projet EJV dans la région Maritime ont exprimé ce besoin et suivent actuellement ces formations. Toutefois, les ren-



forcements des capacités sur d'autres volets, notamment de l'agriculture, de l'élevage, de la boutique, du commerce, de la transformation et autres volets sont assurés par les experts avec des visites de terrain à l'appui. Notons que ces activités sont accompagnées par la Chambre régionale de métiers et sont marquées par la visite de l'équipe de Coordination nationale du projet EJV et de l'Agence allemande de Coopération internationale pour le développement durable (GiZ) le 16 février 2021. Le projet EJV, financé par la Banque mondiale, vise

à fournir des opportunités de génération de revenus aux jeunes pauvres et vulnérables ciblés au Togo. Dans la région Maritime, 1694 jeunes ont bénéficié des Travaux à haute intensité de main-d'oeuvre (THIMO) et 1306 plans d'affaire des jeunes ayant achevé avec succès la mission ont été subventionnés. Le projet EJV touche, au total 14.000 jeunes bénéficiaires dans les zones ciblées du Togo. De 2017 en 2020, les plans d'affaires de 12 037 jeunes bénéficiaires du projet EJV ont été élaborés sur le plan national.



**Premier League**

**Tottenham fixe le prix d'Harry Kane !**

Probablement le meilleur attaquant britannique, Harry Kane pourrait quitter son club, Tottenham. En effet, Daniel Levy, le patron de l'écurie londonienne, a fixé son prix.

Kylian Mbappé et Erling Haaland affolent les gazettes en ce moment. Il faut dire que les performances des deux jeunes attaquants (22 ans et 20 ans) ont été absolument exceptionnelles en Ligue des Champions contre le FC Barcelone et le Séville FC. Mais il est un autre attaquant de 27 ans qui fait beaucoup parler de lui, et ce depuis quelques saisons maintenant. Il s'agit d'Harry Kane, l'avant-centre des Spurs de Tottenham, aux folles statistiques. Pour cette édition de Premier League, le capitaine de l'écurie londonienne et buteur de la sélection nationale anglaise a inscrit 16 buts (dont 5 penalties) et offert 13 passes décisives. Sous contrat jusqu'en 2024, avec des émoluments estimés à 1,01 M€ par mois, il va être très compliqué à déloger de Tottenham. Toutefois, les pensionnaires du Hotspur Stadium commencent à réfléchir à essayer de le céder cet



été pour engranger quelques précieux deniers.

**City et United le veulent**

Ainsi, selon les informations du Daily Mail, Daniel Levy, le patron de la formation anglaise, aurait fixé son prix à 150 millions de livres, soit près de 173 millions d'euros. Une somme coquette qui permettrait à Kane de devenir le troisième joueur le plus cher de l'histoire après Neymar (222 millions d'euros) et Kylian Mbappé (180 millions d'euros). Ce qui est encore plus intéressant dans cette situa-

tion, c'est surtout qu'il existe des candidats. Toujours selon le tabloïd, les deux clubs de Manchester, City et United, sont à l'affût pour le récupérer. Un attaquant, qui brille en Premier League et qui est dans la force de l'âge, ça ne court pas les rues. Les Skyblues vont voir Kun Agüero s'en aller tandis que les Red Devils, eux, comptent sur un Cavani vieillissant (34 ans) et plus vraiment sur un Anthony Martial dont la saison dernière ne semble finalement qu'un éclair dans sa jeune carrière. Mais ils sont prévenus : ça va coûter cher, très cher.

*Avec footmercato.net*

**Manchester United**

**L'avenir d'Edinson Cavani s'éclaircit**

En fin de contrat dans quatre mois, Edinson Cavani veut rester du côté de Manchester United. Un temps un brin flou, son avenir semble s'éclaircir.

L'été dernier, jusqu'en automne, on se demandait bien où allait atterrir Edinson Cavani. En fin de contrat au Paris Saint-Germain, il devait rejoindre l'Atlético de Madrid, qui le suivait depuis longtemps, puis Benfica. Finalement, les Colchoneros lui ont préféré Luis Suarez quand les Portugais ont enregistré l'arrivée du jeune Darwin Núñez. De son côté, l'Uruguayen a décidé de franchir le cap et de découvrir la Premier League et Manchester United. Son contrat d'un an ressemblait fortement à un panic buy, en tout cas, c'est ce qui ressortait dans les médias d'outre-Manche. Finalement, même âgé de 34 ans, il fait du bien. Il a un même un meilleur ratio buts/

matches joués qu'Anthony Martial. De quoi voir l'avenir sereinement ? Pas forcément. El Matador se fait vieillissant et les nouvelles d'Angleterre rapportent un intérêt des Red Devils pour l'avant-centre de Tottenham, Harry Kane, ou encore d'Erling Haaland.

**Cavani veut poursuivre à MU**

Pourtant, Ole Gunnar Solskjær, son entraîneur, est absolument fan de lui : « on dirait qu'il a 24 ans ! Il a été un si grand ajout à l'équipe et à la culture du groupe, montrant ce désir, cette détermination et son côté méticuleux sur des détails à son âge. Il a été vraiment bénéfique pour nous ». Tout cela a suffi aux

dirigeants mancunien pour évoquer une prolongation, sachant que son bail arrive à échéance en juin prochain. Selon diverses sources en Angleterre, dont le Daily Mail, alors qu'il peut discuter avec n'importe quel club pour la saison prochaine (en Argentine d'ailleurs, Olé assure que Boca Juniors et son directeur sportif Juan Roman Riquelme restent attentifs à sa situation et espèrent pouvoir l'attirer dans leurs filets cet été), Edinson Cavani aurait la volonté de poursuivre l'aventure avec les Red Devils. Pour le moment, les pensionnaires d'Old Trafford ont la possibilité de lever une option d'un an, qui le prolongerait donc automatiquement.

*Avec footmercato.net*

**Baromètres Togo**

| Référentiel                                   | Sources          |
|---|------------------|
| Valeur  |                  |
| Superficie : 56 600 km <sup>2</sup>           | Populationdata   |
| Population : 7 889 094 habitants (2018)       | Banque mondiale  |
| Croissance démographique : 2,42 % / an        | Populationdata   |
| Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)             | Populationdata   |
| Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)             | Populationdata   |
| Espérance de vie : 65,00 ans (2016)           | Populationdata   |
| Déficit budgétaire : 2,1% (2017)              | BAD              |
| Smig : 35 000 FCFA (2012)                     | CCI              |
| Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015) | Fonctionpublique |
| Risque pays (Coface) : C                      | COFACE           |
| Taux de scolarisation : 83%                   | INSEED           |

|   |                |
|---|----------------|
| Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso     |                |
| Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017) | Populationdata |

| Chiffres clés                                    | Sources           |
|--|-------------------|
| Valeur   |                   |
| Taux de croissance : 5,1 (2019)                  | CNC               |
| Pib/hbt : 672 Dollars US                         | populationdata    |
| Taux d'inflation : 1,7 (2019)                    | CNC               |
| Balance commerciale : 373.810 millions (2017)    | BCEAO             |
| Dette publique : 72% du Pib (2018)               | FMI               |
| Taux de chômage : 3,4% (2015)                    | PNUD              |
| Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019) | MEF               |
| Notation financière : « B » (Mai 2019)           | Standard & Poor's |
| IDH : 0,503 / 1 (2017)                           | Populationdata    |



## AVIS D'APPEL D'OFFRES ÉMISSION PAR ADJUDICATION DU 19/02/2021

# OBLIGATIONS DE RELANCE (Odr)

### — UMOA-Titres ET LE TRÉSOR DU TOGO —

portent à la connaissance du public qu'ils organisent un appel d'offres pour la cession d'obligations de relance du Trésor dont les termes sont les suivants:

### CARACTÉRISTIQUES DE L'OFFRE

|                             |  |
|-----------------------------|--|
| ÉMETTEUR                    | : ÉTAT DU TOGO                                       |
| MONTANT MIS EN ADJUDICATION | : 20 000 MILLIONS DE FCFA                            |
| VALEUR NOMINALE UNITAIRE    | : 10 000 FCFA  |
| DURÉE                       | : 5 ANS  |
| Prix                        | : <b>Prix Multiples <math>\geq</math> 9 900 FCFA</b> |
| TAUX D'INTÉRÊT              | : 6,10%  |
| DATE DE VALEUR              | : LUNDI 22 FÉVRIER 2021                              |
| ÉCHÉANCE                    | : DIMANCHE 22 FÉVRIER 2026                           |



### — DÉPÔT DES SOUMISSIONS —

**Date : vendredi 19 février 2021 à 10h30mn TU (Heure limite)**

*Les offres seront reçues à travers l'application SAGETIL-UMOA*

*Le remboursement du capital interviendra le premier jour ouvré suivant la date d'échéance. Le paiement des intérêts se fera annuellement à un taux d'intérêt de 6,10% l'an dès la première année.*

Dakar, le 16 février 2021

Le Directeur de UMOA-Titres

*M. Adrien DIOUF*

Le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité  
Publique de la République Togolaise

*M. Ekpao ADJABO*

Cette émission est organisée avec le concours de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.

Pour plus d'informations, merci de contacter UMOA-Titres:

email : [adjudications@umoaTitres.org](mailto:adjudications@umoaTitres.org) / Tel : +221 33 849 28 28 / Fax : +221 33 839 45 57